

les semences et qu'est-ce que cela va leur coûter?

Je crois que les représentants du gouvernement ont agi avec précipitation. Je n'ai jamais pu les féliciter d'agir vite dans le passé, mais ils l'ont fait cette fois-ci en pensant que ce programme sera la solution aux problèmes de l'Ouest.

**M. Les Benjamin (Regina-Lake Centre):** Monsieur l'Orateur, il n'était réellement pas nécessaire de poursuivre ce débat ce soir et nous regrettons tous, je le sais, que les sténographes du hansom, le personnel de sécurité et autres doivent faire des heures supplémentaires. Ce serait peut-être une bonne idée que monsieur l'Orateur étudie la possibilité de rogner le traitement des députés absents et d'utiliser cet argent pour payer les heures supplémentaires du personnel. Nous recevrons peut-être plus chaude réception par la suite lorsqu'il s'agirait de poursuivre un débat jusqu'à cette heure de la nuit.

**M. Woolliams:** Ne vous excusez pas.

**M. Benjamin:** Nous ne présentons pas d'excuses pour avoir demandé ce débat d'urgence. Je disais qu'il n'aurait pas dû être nécessaire parce que si le ministre et le cabinet estimaient réellement que ce programme était si bon, s'ils tenaient véritablement à ce que les cultivateurs, les députés et le grand public le comprennent et y collaborent et s'ils voulaient voir les cultivateurs y prendre part, ils auraient organisé une journée de débat sur le temps imparti au gouvernement de façon à expliquer complètement ce programme et à répondre aux myriades de questions qui se posent aux cultivateurs et qu'on nous transmet par téléphone presque toutes les heures.

Ils ne s'y intéressaient pas tellement, monsieur l'Orateur, et comme on l'a déjà mentionné ce soir, le manque d'intérêt affiché par le premier ministre (M. Trudeau)—en fait, le manque de courtoisie du premier ministre ce soir—indique le sérieux avec lequel le gouvernement envisage ce problème et comment il pense qu'on devrait l'expliquer au public.

Monsieur l'Orateur, les fermiers ont prouvé dans le passé qu'ils peuvent endurer presque n'importe quoi. Les conditions que j'ai vues ces années-ci dans les Prairies m'ont fait penser à la crise agricole de 1938. Nous avions des sauterelles, des chardons de Russie...

**M. Woolliams:** et le CCF!

**M. Benjamin:** ...des saccophores et des tempêtes de sable, des libéraux, de sorte qu'avec les années des fermiers se sont habitués à

endurer presque n'importe quoi. On commençait alors à entendre la phrase «temps libéraux, temps durs» et je ne l'ai jamais entendue aussi souvent que l'an dernier.

Après deux ans de requêtes et d'instances de toutes les organisations agricoles possibles et de toutes les régions canadiennes, après d'innombrables débats à la Chambre sur la question de l'agriculture—blé, crème, lait, maïs et quoi encore, le ministre et le gouvernement admettent finalement que les cultivateurs manquent d'argent comptant. Je suis indulgent, monsieur l'Orateur, mais ils l'admettent enfin et ils proposent des paiements à l'acre comme solution.

A moi et à bien d'autres, le programme semble absolument insuffisant. Les libéraux échappent mesquinement au problème. A mon avis, ils visent d'abord à ce que les cultivateurs les dégagent de la situation d'excédents et de stocks de blé. Deuxièmement, les cultivateurs canadiens doivent toujours concurrencer les trésors des autres pays. Parmi ceux qui se plaignent tellement de la Commission canadienne du blé, il est curieux de voir le nombre de libéraux et conservateurs ou de personnes intéressées à l'agriculture. Les gens de la bourse des grains de Winnipeg parlent aussi de l'incompétence de la Commission du blé et de l'art de vendre, comme si n'importe qui pouvait vendre du blé.

Monsieur l'Orateur, la Commission du blé n'est pas parfaite et personne n'a jamais prétendu qu'elle l'était, surtout pas les membres de la Commission eux-mêmes. Mais disons les choses telles qu'elles sont. La Commission du blé n'a jamais pu et ne pourra jamais sous un régime libéral aller mieux que ne le lui permettra la politique du gouvernement. Son champ d'action a toujours été entravé par les politiques nationales du gouvernement qui l'empêchent...

**L'hon. M. Lang:** Comment?

**M. Benjamin:** ...d'effectuer des ventes massives et efficaces au Canada. Le ministre sait comment. Le ministre pense que la Commission canadienne du blé vendra du blé à des prix concurrentiels par rapport à ceux des céréales subventionnées des autres pays exportateurs. Il compte que les cultivateurs des Prairies pourront livrer concurrence et que se sont eux-mêmes qui en feront les frais. Il veut savoir comment. Voici une ature citation tirée du rapport de M. S. C. Hudson, préparé pour le Conseil économique du Canada et montrant comment la Commission du blé est impuissante. A la page 290, M. Hudson déclare: